



COMBAT OUVRIER

Hebdomadaire communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et en
Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et de
Guadeloupe.
Pour la reconstruc-
tion de la IV^{ème}
Internationale.

SAMEDI 9 AVRIL 1983

N° 205

PRIX : ANTILLES 2 F
FRANCE 3 F

Editorial

FRANCE :

APRES LA PRÉSENTATION DU PLAN DE RIGUEUR LES DIRIGEANTS SYNDICAUX FONT DES ROUNDS DE JAMBE DANS LES SALONS DE MAUROY.

Après la présentation du plan de rigueur en 10 points par le gouvernement Mauroy, les dirigeants syndicaux avaient été conviés par le premier ministre à donner leur avis sur ce qui avait déjà été décidé.

Ainsi durant les deux ou trois jours précédant le week-end de Pâques, a eu lieu un véritable ballet des principaux dirigeants syndicaux dans les bureaux du premier ministre à Matignon.

De la CGC (Confédération Générale des Cadres) à Force Ouvrière, de la CFDT à la CGT, en passant par la FEN, ils sont tous venus donner leurs sentiments sur les nouvelles mesures gouvernementales. Ce genre de cérémonie s'inscrit très bien dans le cadre de la « concertation » chère aux dirigeants actuels.

Si d'une façon générale, les réactions face à ce nouveau plan d'austérité n'étaient pas d'emblée favorables, on n'a pas noté non plus de déclaration de lutte contre la politique du gouvernement de la gauche.

Le ton général des dirigeants syndicaux était quand même de comprendre dans un premier temps les mesures gouvernementales. Ensuite venaient un certain nombre de critiques plus ou moins fermes sur les insuffisances économiques du plan de rigueur, déplorant les effets de ralentissement de l'économie qu'il allait entraîner et donc de la croissance du chômage. Et puis les syndicats ont cherché à faire Mauroy infléchir le plan Delors en lui demandant d'apporter des corrections sur le prélèvement supplémentaire de 1 % sur les revenus 83, ou bien sur l'emprunt obligatoire de 10 % sur l'impôt 82. Ou encore en demandant le maintien de la clause de sauvegarde qui permettait une augmentation des salaires si l'inflation annuelle dépassait les 8 % prévus par le gouvernement.

Bref, en face de Mauroy les dirigeants ont, pour la plupart, gémi sous cape.

La position qui consiste à se trouver entre l'enclume et le marteau est toujours plus qu'inconfortable.

D'une part les dirigeants syndicaux, en particulier ceux des grandes centrales ouvrières, soutiennent sans réserve le gouvernement de gauche. Et même plus, le gouvernement de gauche PS et PC entend bien s'appuyer sur eux pour mieux faire passer la pilule de la rigueur dans la population laborieuse.

D'autre part, ces mêmes dirigeants ne veulent pas se déconsidérer complètement auprès de leur base.

Alors, ils chipotent dans les bureaux des ministres des capitalistes, ils envoient des « petites phrases » pour montrer leur opposition nuancée sur tel ou tel aspect des choses.

C'est ainsi qu'à la suite des entretiens du week-end dernier, il semblait que Mauroy, tenant compte de ces discussions, allait rajouter au plan de rigueur, un « volet social » et aussi un « volet économique ». . . La belle affaire ! . . .

Suite p. 3

MARTINIQUE-GUADELOUPE

LES EMPLOYÉS DES HOTELS EN LUTTE

Au moment où nous écrivons cela fait déjà cinq jours que les employés de Salako, Holliday In, et du Méridien sont en grève. C'est en effet Samedi 2 avril que ceux du Salako se sont mis en grève pour réclamer le déblocage de leur salaire stationnaire depuis près de deux ans, et leur prime de fin d'année qu'ils n'ont jusqu'ici pas touchée.

Profitant de l'occasion qui leur était donnée ils ont également réclamé l'ouverture de négociations sur les problèmes restés en suspens lors des rencontres patronat-syndicats à la fin de l'année dernière. Ces problèmes sont notamment la mise en place d'une classification des différents emplois avec une grille indiciaire correspondante et le paiement de différentes primes d'ancienneté, de nuit, d'événements familiaux etc. . .

Suite au mouvement de grève de fin d'année 1982 les employés des hôtels avaient obtenu la signature d'une convention collective, mais précisément les négociations avaient échoué sur les revendications ci-dessus, le patronat refusant de les satisfaire : Les employés avaient alors accepté de reprendre le travail après avoir obtenu des patrons qu'ils acceptent d'établir un calendrier de rencontre ce qui fut admis. Or aujourd'hui les patrons refusent de reprendre les discussions sur ce terrain. C'est donc pour contraindre le patronat de l'hôtellerie à négocier sur cette base qu'avec le Salako, les employés de Holiday In et du Méridien se sont mis en grève.

Pour l'instant la grève est uniquement suivie par les employés de ces trois hôtels à l'appel de l'UGTG. Mais dans un très bref délai la grève pourrait être étendue à tous les grands hôtels de la Guadeloupe, car lors d'une rencontre intersyndicale faite dimanche dernier et ayant regroupé l'UGTG, la CGTG et Force Ouvrière, ces trois syndicats ont été d'accord pour demander l'ouverture de nouvelles négociations sur la classification et les primes.

C'est du reste dans ce sens que les employés CGTG ont écrit au patronat. Ils ont fait savoir à celui-ci que faute d'une réponse jeudi 7 avril, ils rentreraient en action vendredi 8 avril. Voilà où en est donc la situation au moment où nous écrivons.

Les patrons de l'hôtellerie ne se sont nullement gênés pour déclarer que la saison avait été bonne cette année. Sur les ondes, à la télévision on en a entendu et vu qui ont affirmé que les carnets d'occupation avaient été remplis très tôt et qu'il y avait même eu des problèmes d'accueil. C'est dire qu'en cette période, leurs affaires ont bien tourné et que probablement ils ont fait beaucoup de bénéfices. Les années qui viennent devraient être également bonnes, puisqu'aux dires des représentants patronaux le contrôle des changes institué dans le cadre du plan de rigueur gouvernemental serait favorable aux hôteliers des Antilles. Alors ce ne sont pas les moyens qui manquent au patronat pour satisfaire les revendications des em-

ployés. S'ils s'en tiennent à ne pas négocier il n'y a donc qu'un moyen sûr pour les obliger c'est celui qu'ont choisi ceux des hôtels déjà engagés dans l'action à savoir la grève. Ceux des autres hôtels ont donc intérêt à saisir l'occasion et à se mettre aussi en grève.

MARTINIQUE : GREVE DES TRAVAILLEURS DE L'HOTELLERIE.

Les travailleurs de l'hôtellerie sont entrés en grève générale le mercredi 7 avril. L'une des principales revendications consiste en la demande la diminution des heures de travail. Alors que la loi prévoit 39 heures de travail, les employés de l'hôtellerie travaillent eux, 44 heures par semaine. La CDMT, majoritaire dans le secteur demande au moins le retour aux 40 heures, ce que les patrons refusent. **DERNIERE HEURE**

Les patrons ont cédé sur l'horaire à 40 heures mais refusent la prime d'ancienneté de 1 % par an. Il n'empêche que la grève est très suivie et quasi générale. Aucun hôtel n'est en état de fonctionner normalement depuis la grève excepté le Club Méditerranée. Mercredi 6 avril une manifestation de rue mobilisa plus de 700 personnes à Fort-De-France.

IL Y A 15 ANS, MARTIN LUTHER KING ETAIT ASSASSINE



On a commémoré le 4 avril le 15^{ème} anniversaire de la mort de Martin Luther King, l'un des plus connus des dirigeants du mouvement Noir-Américain.

Il a su organiser et mobiliser dans une lutte de masse contre la ségrégation raciste et pour l'égalité des droits des noirs et des blancs, de larges masses de la population Noire américaine.

Martin Luther King est né en 1929 à Atlanta en Géorgie, aux Etats-Unis.

1929, c'est l'année de la grande crise économique qui, partie des Etats Unis, va ravager les pays du monde entier. Aux USA, 65 % des noirs sont chômeurs à cause de la crise, et le racisme, attisé aussi par la crise, est très violent. Vers cette période, 4 millions d'américains adhèrent au Ku Klux Klan, mouvement des blancs racistes du sud qui refusait tout droit aux noirs, torturait et assassinait dans l'impunité.

Mais la famille de M. L. King est relativement aisée. Son père est pasteur. Il ne sont pas touchés par la misère. Martin Luther pourra faire des études supérieures dans des universités noires et il devient à son tour pasteur. C'est à l'école qu'il prend pour la première fois conscience de la ségrégation, car les écoles pour enfants noirs et celles pour enfants blancs sont séparées.

Suite p. 2

Sur le plan des idées, il admire Gandhi, qui en Inde prône la résistance non violente pour résoudre les injustices sociales.

C'est en 1955 que M.L. King va rentrer dans la vie politique pour la défense des droits des noirs. Il en sentait déjà la nécessité, puisqu'il avait choisi de s'établir comme pasteur dans la ville de Montgomery en Alabama, un État du Sud particulièrement raciste.

A Montgomery, le 1er décembre 1955, une femme Noire, Rosa Parks, va refuser de céder son siège à un blanc dans un autobus, contrairement à la loi et aux usages racistes en vigueur dans cet état. Elle est arrêtée. C'est le début d'un grand mouvement de Boycott des autobus de la compagnie. Le mouvement est organisé par la Montgomery Improvement Association, dont King est élu président. Il va imprimer à cette association un caractère légaliste, et fait appel à la fierté du peuple noir.

Le mouvement est très suivi et très bien organisé. Il dure plus d'un an, bénéficie de la publicité de la presse. Prenant appui sur un événement concret, il met en cause la ségrégation raciale dans son ensemble. Après une année de boycott, les autorités sont obligées de céder. L'exemple de Montgomery a été suivi et dans de nombreuses villes du Sud, grâce aux mouvements de la population noire, la ségrégation dans les bus recule.

A partir de 1957, à travers la SCLC (Conférence sous la direction des chrétiens du sud) qu'il a fondée, M.L. King lutte pour la conquête des droits civiques dans le Sud des états unis. Ces états du Sud, où se trouvaient les grandes plantations esclavagistes, sont restés extrêmement racistes, et la ségrégation est codifiée par les lois.

M. L. King se lance dans la croisade pour la citoyenneté. Pour lui, les noirs doivent pouvoir être de citoyens américains bénéficiant des mêmes droits que les blancs. Le droit de vote notamment.

Il justifie la non violence des actions menées par le fait que les noirs sont peu nombreux, 12 % de la population, et qu'ils ne sont pas armés. Pour lui, «la violence serait un suicide».

Il fonde le succès des actions entreprises sur la participation massive de la population aux manifestations. Il inaugure la technique des Sit In, une forme de résistance passive. Elle consiste en ce qu'une foule s'assoie dans un lieu public, et refuse de bouger jusqu'à ce que ses revendications soient entendues.

En 1960, il appuie la création du SNCC, «Comité de Coordination des Etudiants non Violents», qui regroupe des jeunes Noirs, particulièrement des étudiants, qui luttent contre la ségrégation. Mais ce mouvement va connaître des influences radicales et s'éloigner

de la non-violence de ses débuts.

En 1961-62, sont aussi organisés «les voyages de la liberté», qui réunissent des participants blancs et noirs, à travers les états du sud. Les voyageurs sont fréquemment agressés, voire assassinés par le Ku Klux Klan.

En 1963, il est à la tête d'une grande manifestation dans la capitale des USA, Washington. Il reçoit la même année le prix Nobel de la paix.

Son action va se poursuivre en Floride, en 1964; à Chicago, où il s'installe en 66, conte la ségrégation dans le logement — les ghettos — et l'emploi.

Mais depuis 1966, le SNCC, mouvement des étudiants, est ouvertement en conflit avec la non violence de King; Stockely Carmichael, le dirigeant du SNCC lance le mot d'ordre de Black Power, Pouvoir Noir.

Malcom X s'est séparé du mouvement Nationaliste noir des Black Muslims, et préconise la violence. Peu après sa rencontre avec M. L. King, il est assassiné.

Le mouvement noir se radicalise, sous la pression des jeunes des ghettos, qui veulent répondre à la violence par la violence. En 67, des émeutes éclatent dans les ghettos des grandes villes du nord.

Au début de 1968, King prépare une grande marche des pauvres sur Washington.

Il a compris la nécessité d'une organisation rassemblant les opprimés, «noirs, blancs et métis». En 1968, il réunit à Atlanta les dirigeants Portoricains, Mexicains, Indiens, et blancs pauvres. Mais son action sera brisée par son assassinat, le 4 avril 1968. Bien sûr on ne saura jamais qui a commandé cet assassinat. Il est sûr que l'assassin que l'on taxera de «malade mental» n'a pas agi seul. Mais dans la même période, les dirigeants du «Black Power» seront eux aussi assassinés ou contraints à fuir.

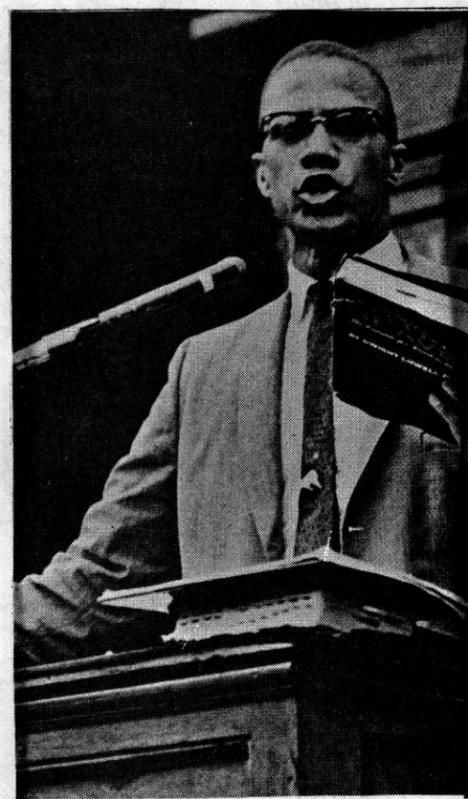
Tout laisse à penser donc que les autorités américaines voulaient briser le mouvement noir.

Celui ci représente un réel danger pour le capitalisme américain au pouvoir, puisque ce pouvoir repose sur l'exploitation, et particulièrement sur l'exploitation des travailleurs noirs. Victimes du racisme orchestré par le pouvoir, ils sont donc isolés et exploitables à merci. Que les Noirs relèvent la tête, même pour réclamer les mêmes droits que les Blancs, cela constitue donc un danger pour les bases du capitalisme américain.

D'autant plus que vers la fin de sa vie, Luther King tendait à unifier tous les exploités, noirs, immigrés et blancs pauvres dans la même lutte. Leur lutte ne visait pas à la destruction du système capitaliste au pouvoir, mais à plus de justice et d'égalité à l'intérieur de ce système.



Stockely Carmichael et Malcom X.



Mais elle a suffi à inquiéter suffisamment le pouvoir pour qu'il réprime dans le sang le mouvement noir et ses dirigeants.

Et ce qui constituait réellement un danger pour le système capitaliste américain se situait au delà même de la personne de Martin Luther King. Car ce plus grand danger étaient les masses noires pauvres elles mêmes. Ces dernières, en particulier les jeunes des ghettos que le mouvement pour les droits civiques de King avaient éclairés, dépassaient ce enseignement, et radicalisaient leur lutte. Les sit-in pacifiques, les coups reçus des racistes sans pouvoir les leur rendre, se laisser traîner en prison en ne comptant que sur la protestation populaire et judiciaire pour en sortir, ces méthodes, bon nombre de noirs n'en voulaient plus. Ils voulaient répondre aux balles des flics blancs par des balles, à l'organisation armée des blancs racistes, par des organisations armées de noirs, assurant leur propre sécurité, leur propre défense. Ils voulaient contrôler leurs ghettos.

C'est sur cette base là que se créa le «Black Panther Party» le Parti des Panthères Noires, qui fut très populaire parmi la jeunes-

se des Ghettos. C'est ainsi que dans les manifestations apparemment des groupes armés ripostent à la police.

C'est cela, en fait, que l'impérialisme américain voulut réprimer férocement. Et Martin Luther étant malgré tout l'un des symboles les plus remarquables de la lutte des noirs même s'il s'opposait à la violence fut paradoxalement une des premières victimes de cette vague de répression.

Preuve de ce symbole c'est qu'immédiatement après l'annonce de sa mort, tous les ghettos noirs des grandes villes américaines s'enflammaient à nouveau. Plusieurs jours d'émeutes allaient se succéder.

Alors malgré ses limites, malgré le caractère religieux et légaliste de la lutte menée par Martin Luther King, la plupart des droits obtenus aujourd'hui par les noirs aux USA sont le résultat de la lutte qu'il a déclenchée.

Martin Luther King restera dans l'histoire du peuple noir d'Amérique comme l'un des organisateurs du plus grand mouvement de masse des noirs de cette région, à l'époque moderne, pour le respect de leur dignité par la lutte.

RACISME AUX USA.

Le 15ème anniversaire de la mort de Martin Luther King a remis en mémoire les grandes luttes des noirs contre la ségrégation vers la fin des années 50 et pendant les années 60.

Mais aujourd'hui encore le racisme est loin d'avoir disparu. C'est tous les jours que les noirs et d'autres minorités raciales sont agressées. Car la société américaine sue ce racisme par tous les pores, racisme qui est

un des fondements mêmes du système capitaliste et de l'exploitation des travailleurs. Nous avons traduit deux articles du journal trotskyste américain Spark qui relatent deux faits de racisme.

On a peine à le croire ! mais effectivement c'est la réalité de la barbarie du monde capitaliste qui engendre ce racisme horrible et révoltant.

HIGHLAND PARK MICHIGAN. 3.000 DOLLARS SUFFISENT A LIBÉRER DES MEURTRIERS RACISTES

Le 19 juin dernier, deux jours avant son mariage, Vincent Chin, un dessinateur, entre dans un bar à Highland Park dans le Michigan. A l'intérieur deux hommes, Ronald Ebens et son fils commencèrent à l'insulter de manière raciste et à le provoquer.

Le patron du bar les mit dehors. Ils attendirent Chin dehors, l'attaquèrent quand il sortit et le battirent à mort avec une batte de baseball.

Quand l'affaire vint devant la justice le 16 mars, le juge regarda seulement le rapport de police et donna ensuite aux hommes trois ans de liberté surveillée et leur infligea une amende de 3.000 dollars chacun. Il dit qu'il ne donnait pas une peine appropriée au crime mais au criminel.

Mais au fait qui est le criminel ? Tout d'abord c'était un blanc avec les privilèges d'un homme blanc dans cette société raciste. Mais c'était aussi un contremaître général chez Chrysler un homme qui a un peu d'ar-

gent et une certaine position, l'un de ces nombreux personnages qui font passer les volontés des patrons auprès des travailleurs quotidiennement.

Et qui était la victime ? Un oriental et un travailleur.

Qu'est ce que le commentaire du juge voulait prouver de plus ? Qu'une fois encore cette justice est raciste qu'elle est une justice de classe dans cette société. Ceux qui sont blancs ont les privilèges. Ceux qui sont de loyaux serviteurs des patrons sont impunis. Si ils tuent un travailleur la justice américaine leur fait un clin d'œil. Si ils tuent un ouvrier qui est oriental ou d'une autre minorité, cela ne leur coûte que 3.000 dollars et ils sont libres.

Supposons que ce soit Ronald Ebens, qui soit mort. Supposez que ce soit Vincent Chin qui l'ait tué, un travailleur d'orient ! ses chances d'être libéré pour 3.000 dollars seraient exactement égales à zéro.

A MONGOMERY, ALABAMA : LES ANIMAUX SAUVAGES ONT DES BADGES.

Vingt six membres de la famille Taylor étaient rassemblés à Montgomery en Alabama après les obsèques d'un parent. Quand deux hommes armés tirèrent sur l'un des membres de la famille, dehors, et ensuite se précipitèrent dans la maison brandissant des fusils. La famille Taylor réagit de la manière la plus sensée possible. Ils se défendirent contre les attaquants.

Ce serait un simple cas de self-défense si la famille Taylor n'était pas une famille noire de la classe ouvrière et que les deux hommes armés n'étaient pas des officiers de police blancs. Et les 26 hommes, femmes et enfants qui étaient dans la maison furent arrêtés et jetés en prison.

Au commissariat, les policiers se sentent libres d'utiliser toute la violence qu'ils voulaient : ils brutalisèrent et terrorisèrent la famille. Certains furent battus, étouffés, reçurent des coups de pied, et furent frappés à coups de téléphone. Ils furent terrorisés pour les obliger à signer des déclarations les incriminant.

Au début, onze personnes furent inculpées. Quatre membres de la famille sont

encore en prison et affrontent des accusations de tentative d'assassinat.

Le chef de la police et quelques journaux traitèrent la famille : «d'animaux sauvages».

Il y a effectivement des animaux sauvages qui courent les rues de Montgomery mais ces animaux sauvages ont des badges. Ces animaux sauvages sont des policiers racistes qui tentent de terroriser la population, ce sont les juges qui inculpent et emprisonnent les gens et ce sont les autorités qui justifient cette violence.

Habituellement, ces animaux sauvages peuvent terroriser la population et partir. Dans ce cas, la famille Taylor s'est défendue. Dans ce cas, il y a eu une protestation publique telle que sur les onze membres de la famille qui étaient emprisonnés, il y en sept qui ont été libérés.

Pour le moment, quatre membres de la famille doivent être relâchés, mais ce sera uniquement parce que la population continue à protester et parce qu'elle continue à montrer sa colère et sa détermination à ne pas accepter de telles agressions.

GUADELOUPE . SA-PRO-TECH : LES TRAVAILLEURS OBTIENNENT SATISFACTION - MAIS D'AUTRES POINTS RESTENT A GAGNER.

Après une semaine de grève les travailleurs de l'entreprise SA-PRO-TECH ont obligé la direction à réembaucher trois de leur camarades.

Ceux-ci avaient été mis à la porte à l'issue de leur contrat. Pourtant ce n'est pas du travail qui manque dans cette entreprise qui possède des chantiers dans plusieurs communes. Mais la direction préfère ne pas garder trop longtemps le même personnel et c'est pour cela qu'elle préfère embaucher sous contrat. C'est une tactique de sa part destinée à tuer toute possibilité d'organisation syndicale et à avoir une main-d'œuvre docile.

Face à ces manoeuvres patronales les travailleurs de la SA-PRO-TECH ont réagi et se sont mis en grève.

Ils réclamaient : - la suppression du travail sous contrat - le respect de la convention collective et du droit syndical - une grille des salaires en fonction de la qualification professionnelle.

La grève a paralysé tous les chantiers (à Moule, Port Louis, Saint François) malgré les tentatives de la direction de diviser le personnel en embauchant des nouveaux en particulier des Haïtiens.

Les patrons après négociation se sont engagés à réembaucher les trois travailleurs et à supprimer l'embauche sous contrat. Pour les autres revendications ils n'ont fait que des promesses. Les travailleurs ont donc décidé de reprendre le travail mais demeurent vigilants.

GUADELOUPE . SHELL-ANQUETIL : LA GREVE SE POURSUIT.

Depuis plus de quinze jours les travailleurs de la station Shell Anquetil sont en grève pour protester contre le licenciement abusif d'un de leurs camarades. Le patron de la station, Jean Kosinski accuse ce dernier d'avoir volé 60 litres de produit d'entretien. Pour justifier ses accusations il fait perquisitionner chez le travailleur avec l'aide de deux gendarmes qui ont embarqué celui-ci à la station.

Ce sont ces méthodes militaires dignes de Kosinski, ancien gendarme, qui ont soulevé le mécontentement parmi le personnel. Kosinski croyait que son coup aurait réussi mais jusqu'ici il n'a pu fournir aucune preuve.

Ce qui paraît douteux c'est qu'il n'y a que lui et son fils qui aient été les témoins du vol.

Jusqu'ici ce patron de choc refuse de négocier. Avant les fêtes de Pâques les grévistes sont allés lui réclamer leur salaire et il a fallu des protestations violentes de certains d'entre eux pour qu'il les paie. Il y a deux travailleurs qu'il refuse de payer jusqu'ici, les considérant comme les meneurs du mouvement. Après avoir tenté la force, Kosinski essaie de prendre les grévistes par le ventre. Mais ces derniers n'ont pas renoncé à s'en prendre à son porte monnaie. Ils ont décidé de continuer à ne pas livrer une goutte d'essence tant que leur camarade ne sera pas réintégré.

LA MARTINIQUE DANS LE NOIR. L'EDF EST ELLE DANS LE CIRAGE ?

Le mardi 6 avril, la Martinique entière a été privée de courant. Une panne affectant les deux transformateurs de courant a entraîné la mise hors-circuit de tous les groupes de production.

Selon la direction de l'EDF, on ne sait pas pourquoi les deux transformateurs sont

tombés en panne. Mais d'ores et déjà on peut dire que cet incident montre la carence de l'EDF au point de vue même de l'organisation de la production et du transport du courant électrique. Car il est inadmissible que 330.000 personnes soient privées de courant pour de simples «raisons techniques» !

EDF MARTINIQUE

QUANT LES MACHINES MARCHENT MAL, ON PUNIT LE PERSONNEL.

Le chef du service production a demandé une sanction contre 4 agents de son service.

Ils auraient selon lui, oublié de signaler durant leur quart le mauvais fonctionnement d'un appareil de contrôle sur le groupe GP 17.

Mais, il oublie curieusement de dire que sur plusieurs groupes, de nombreux paramètres sont incontrôlables : soit qu'ils sont totalement absents ; soit qu'ils indiquent des défauts intempestifs.

Et c'est le cas sur les groupes GP 13, 14, 15 et 17.

Quant au GP 21, il y a au moins une vingtaine de demandes de travaux pour le remplacement de filtres culbuteurs qui sont restées sans suite.

Pour ce qui est de la chaudière de récupération, le système de régulation automatique ne marche pas et le chef de service le sait très bien.

Alors, pour une sanction infligée à un agent, il en faudrait plus de 20 infligées au chef de service.

Car il y va non seulement de la sécurité du matériel, mais bien de celle de notre santé et de nos vies.

QUANT LA DIRECTION S'OPPOSE SANS RAISONS.

La direction du centre ne veut pas appliquer la proposition d'aménagement d'horaire de la semaine des 38 heures.

En effet, cette mesure est applicable à compter d'octobre 82 et le nouvel horaire doit être fixé en accord avec les syndicats.

Depuis cette date, l'horaire existant est provisoire parce que la direction refuse la proposition syndicale sous le seul motif semble-t-il qu'elle soit de la CGT.

Les travailleurs sont appelés à une assemblée générale le jeudi 7 avril pour

décider d'appliquer eux-mêmes l'horaire qu'ils ont choisi à partir du lundi 11.

Nul doute que si les travailleurs appliquent leurs propres horaires de 38 h, la direction sera forcée de l'entériner.

L'AUSTÉRITÉ A L'EDF. MARTINIQUE.

Selon les estimations syndicales, il faudrait embaucher plus de 300 agents supplémentaires pour que notre service public fonctionne correctement.

Si la direction du centre maintient que ces chiffres sont sur-estimés, elle reconnaît que néanmoins les besoins sont importants.

C'est ainsi qu'après notre mouvement de grève de mars 82, elle s'était engagée à augmenter l'effectif de près de 100 postes, soit environ 140 embauches supplémentaires si l'on compte la nouvelle usine de Belle-Fontaine. Et tout cela pour l'année 83.

Aujourd'hui, elle nous dit avoir reçu des ordres en haut lieu sur injonction gouvernementale pour que le total des embauches 83 ne dépasse pas 32.

Mais, il est possible si nous le voulons vraiment de modifier toutes leurs prévisions.

C'EST TOUJOURS LE MEME

Encore une fois, nous avons à nous plaindre de l'attitude arrogante, méprisante, voire raciste du chef de service relation clientèle.

Ce dernier refuse de remplacer un agent en absence de longue durée de son service.

Pourtant, on ne cesse de lui faire la démonstration qu'il y a largement du travail pour une personne.

C'est à croire qu'il faudra utiliser les grands moyens pour que ce Monsieur change d'attitude.

MARTINIQUE . MÉTALLURGIE FACE A LA VIOLENCE PATRONALE, LES TRAVAILLEURS DE PLUS EN PLUS DÉCIDÉS A SE BATTRE.

Le conflit de la Métallurgie vient de connaître un nouveau rebondissement. La réunion de conciliation n'ayant rien donné, les ouvriers de la Métallurgie décidaient d'aller voir en délégation les patrons un par un afin de connaître la position de chacun d'entre eux sur les revendications ouvrières. Ils passeront ainsi chez le premier patron, celui de la CMM, un certain Jean-Baptiste qui veut mettre à la porte pratiquement tous les travailleurs de l'entreprise. A peine arrivés aux portes du bureau, ils furent agressés par le sieur Jean-Baptiste en personne armé d'un gourdin qu'il s'est fabriqué il y a deux semaines.

Jean-Baptiste frappe à plusieurs reprises notre camarade Magit, le secrétaire du syndicat de la Métallurgie qui est blessé par des éclats de vitres qui a un tendon sectionné. Actuellement, il est hospitalisé et a dû être opéré !

Ainsi, on le voit, les patrons qui accusent les ouvriers de violence sont en réalité les principaux violents dans la grève. Jusqu'à maintenant, nul ouvrier n'a blessé personne. Par contre un patron a fait preuve de gangs-

térisme et d'actes de violence.

Un tel incident a eu comme effet de durcir encore plus une fraction d'ouvriers qui refusent de donner une prime à la violence en cédant devant de tels agissements patronaux.

Le conflit est donc au point mort, les travailleurs refusent de céder alors qu'on les menace de licenciements. Il faut signaler tout de même que les patrons ont marqué un point en réussissant à faire sortir le bateau Sarabelle du Bassin de Radoub où il était bloqué. Et cette arme entre les mains des grévistes aurait sans doute pesé lourd, d'autant plus qu'en Guadeloupe l'essence ordinaire commençait à manquer car c'est ce bateau qui transporte l'essence et le gaz de la Martinique à la Guadeloupe.

Il semble que les patrons, après l'échec de la commission de conciliation veuillent recourir à une commission d'arbitrage qui se tiendrait les jours prochains.

Mais tout cela n'a pas démoralisé les travailleurs qui sont bien décidés à poursuivre la lutte.

GUADELOUPE NOUVELLES GALERIES DÉBRAYAGE CONTRE UN LICENCIEMENT NOUS AVONS GAGNÉ.

Nous avons reçu une information des travailleurs des «Nouvelles-Galeries» que nous publions ci-dessous.

Le patron des Nouvelles Galeries était bien furieux d'avoir été obligé de reculer l'autre jour devant notre détermination. Alors il a voulu se venger et a retiré 2 heures de travail sur notre salaire de mars.

En effet nous avions refusé le licenciement d'un de nos camarades chargé de rassembler les chariots à l'entrée du magasin.

Après son heure de travail normale, le directeur lui intima brutalement l'ordre d'aller chercher un autre chariot qui se trouvait au fond du parking. Notre camarade lui répondit sur le même ton.

Alors ce monsieur, directeur blanc et se sentant peut être supérieur, trouvait normal de s'adresser de façon brusque et méprisante à notre camarade, mais scandaleux et injurieux que ce dernier lui réponde sur le même ton. Et il n'en fallait pas plus pour qu'il décide de le licencier sur le champ pour faute grave.

Mais nous avons dit non ! Il ne fallait pas admettre pareille injustice qui demain

pourrait frapper n'importe lequel d'entre nous, selon l'humeur du patron.

Comme le patron est têtue et qu'il ne voulait pas revenir sur sa décision, nous avons employé un autre moyen

le 15/3, vers 18H, les caisses se sont arrêtées. Tout de suite le patron, rouge de colère, a fait sortir les clients et baisser les rideaux. Nous, nous n'étions pas en grève. Nous demandions l'ouverture de négociations.

A 20H, nous avons quitté nos postes. Le lendemain nous reprenions notre travail normalement prêts à toute éventualité.

Mais vers 10H, ce patron arrogant recevait nos délégués et acceptait après bien des tergiversations de revenir sur sa position. Il maintenait néanmoins une sanction de principe d'une semaine de mise à pied, ce qui est déjà très cher payé pour un écart de langage.

Mais notre camarade n'était pas licencié. Nous avions gagné !

GUADELOUPE : MANIFESTATION DE SOUTIEN A PETRUS ET COCOYER

C'est près de 200 personnes qui se sont réunies samedi 2 Avril pour marquer leur solidarité avec COCOYER et PETRUS, deux jeunes insoumis. En effet ils refusent depuis plusieurs mois déjà leur incorporation dans l'armée française. Ils le refusent car s'étant associés pour cultiver la terre ils estiment qu'une absence d'un an provoquerait la ruine de leurs efforts. De plus après ce service militaire ils se retrouveraient sans travail. Ils refusent aussi tout simplement leur incorporation dans l'armée coloniale.

Soutenus par «BIJENGWA» (Organisation de jeunes liée au Mouvement nationaliste)

ces deux jeunes se sont cachés dans un premier temps. Maintenant ils ont réapparé à Capesterre Belle-Eau et continuent à refuser de se laisser incorporer, et ils appellent la population de la commune à les soutenir contre les autorités militaires.

Le maire, LAURIETTE, leur a promis son soutien et il a révélé qu'il avait écrit au Commandant-militaire des Antilles-Guyane pour réclamer que COCOYER et PETRUS ne soient pas incorporés. Pour l'instant les autorités militaires et préfectorales font la sourde oreille.

SUITE DE L'EDITORIAL

Ces petites phrases avaient fait dire à ces dirigeants qu'ils attendaient le discours de Mauroy au parlement pour déterminer leur attitude.

Eh bien ces messieurs sont servis ! Car en fait de «volet social» ou de «volet économique», ce qu'il y a eu de nouveau, c'est l'annonce que le gouvernement va recourir aux ordonnances pour accélérer la mise en place de la rigueur, et sans dis-

cussions et amendements de parlementaires.

La situation est on ne peut plus claire.

Ce ne sont pas les ronds-de-jambe des dirigeants syndicaux dans les salons de l'Élysée ou de Maignon qui empêcheront les travailleurs de se voir faire les poches par les représentants des capitalistes au gouvernement.

IL Y A 25 ANS, LE PPM NAISSAIT AVEC CESAIRE ET DES HOMMES DE DROITE.

Un numéro spécial du journal «Le Progressiste» vient de sortir. On y trouve des articles des principaux dirigeants de ce parti (Césaire, Darsières, Alier) avec une longue interview de Césaire par Delépine. Mais ce n'est pas tant un document d'histoire que la justification de la ligne politique actuelle du PPM caractérisée par le Moratoire.

Mais si certains ont pu être étonnés et surpris par l'attitude de PPM consécutive à la venue de la gauche au pouvoir en France, il faut constater une nette continuité entre le parti qui aujourd'hui fait appel aux capitalistes et tend la main aux békés et ce même parti qui comportait à sa tête des hommes comme Émile Maurice, le sénateur Marie-Anne ou Albert Joyau, fleurons actuels de la droite martiniquaise.

Car c'est dès avant la naissance du PPM que gravitent autour de Césaire des hommes politiques qui n'étaient nullement anticolonialistes. Comment cela a-t-il été possible ?

Si dans sa lettre de rupture à Maurice Thorez Aimé Césaire peut apparaître comme étant plus à gauche que le Parti Communiste Français, très vite les hommes de droite vont apparaître comme ayant une part déterminante dans la naissance du PPM.

En 1956, nous sommes aux plus beaux temps de la guerre froide : États-Unis et Union Soviétique s'affrontent aux quatre coins de la planète, en soutenant de façon systématique tous les mouvements politiques qui peuvent gêner l'adversaire.

C'est ainsi que l'insurrection des travailleurs de Hongrie contre les dictateurs mis en place par l'Union Soviétique donna lieu à des

déferlements de propagande contre l'Union Soviétique. Le Parti Communiste Français qui soutient inconditionnellement l'Union Soviétique apparaît isolé. Dans les cercles intellectuels qui gravitent autour du PCF, des protestations se font entendre, il y a des démissions. C'est à ce moment-là que Césaire, lui aussi intellectuel du PCF va démissionner. Il faut se rappeler en outre que le PCM n'existait pas : il n'y avait qu'une Fédération de la Martinique du PCF qui allait se transformer par la suite en PCM.

C'est ce contexte là qui explique que des hommes de droite fort nombreux se tournent vers Césaire qui reproche au Parti Communiste son sectarisme et appelle au rassemblement.

Cela procurera un avenir politique à ces hommes de droite pour lesquels l'accès à la mangeoire était compliqué du fait que plus de 60 % de l'électorat votait PCF. Les élus et responsables du PPM ont nom Émile Maurice, Ernest Renard, Cléron, Joyau, Marie-Anne, Victor Sablé, etc.

4 ans après, tous ceux-là auront abandonné le PPM : La venue de De Gaulle au pouvoir montre à tous ces élus avec des voix de gauche qu'il y a encore plus à attendre en soutenant les partis de droite au pouvoir. Le Rassemblement de Césaire a vécu.

C'est alors que commence une longue traversée du désert pour le PPM, qui après avoir été partisan de la régionalisation et avoir fait voter «Oui» à de Gaulle en 1958 prend de plus en plus ses distances avec le pouvoir. Le PPM revendique successivement l'autonomie de gestion puis l'autonomie pour la nation martiniquaise. Prenant appui sur l'éveil du sentiment national, le PPM attire à

lui dans les années 1970 toute une partie des intellectuels, de l'élite noire qui aspire à diriger ce pays.

C'est le temps des phrases radicales comme celle de Darsières demandant aux amis blancs de partir pendant qu'il est encore temps.

Aujourd'hui de telles phrases apparaissent dérisoires avec la politique actuelle du PPM : soutien actif et résolu au gouvernement français, c'est-à-dire au gouvernement qui commande à une administration coloniale, où existe le racisme officiel : l'essentiel de l'administration est blanche et applique une politique décidée à 7.000 kilomètres d'ici alors que notre peuple est noir ! Et c'est le PPM qui soutient une telle politique, qui se fait le défenseur d'un assimilationnisme nouvelle manière.

Comme en 1958, le PPM se fait partisan du Rassemblement des Martiniquais ; comme en 1958, cela a rapporté des succès électoraux au PPM qui apparaît comme le principal parti de gauche. Aimé Césaire est devenu président du conseil Régional de Martinique.

Et comme aux plus beaux jours de 1958, le PPM a fait appel à des privilégiés actuels, à de faux hommes de gauche, comme Saint-Cyr, président de l'Université, au capitaliste Landy ou à des hommes qui ont des liens très étroits avec les capitalistes békés.

Nous pouvons avec assurance dire que le PPM version 1983 renouvelle la politique du PPM première manière. Et les travailleurs n'ont rien de bon à en attendre.

J. Bruel.

BRÉSIL.

LES PAUVRES FONT EXPLOSER LEUR COLERE A SAO PAULO.

Des incidents violents ont éclaté lundi dans une ville du Brésil : Sao Paulo. La police militaire a sauvagement réprimé des manifestants qui défilaient dans les rues de la ville pour protester contre le chômage et la politique d'austérité du gouvernement. Au cours des affrontements il y a eu un mort et plusieurs centaines de blessés.

Durant toute la journée de mardi d'autres manifestations ont eu lieu. Plusieurs milliers de personnes se sont regroupées devant le palais du gouvernement à Sao Paulo. Il y a eu de nouveaux affrontements violents. A l'heure où nous écrivons le bilan des victimes n'est pas encore connu.

Ces manifestations de colère sont le résultat de la crise économique qui s'aggrave au Brésil. Ce pays est endetté jusqu'au cou.

Il doit 84 milliards de dollars aux pays industrialisés. Il vient d'obtenir un nouveau prêt de 4,4 milliards de dollars. Mais ces emprunts ne suffisent pas à juguler la crise et à freiner l'inflation. Depuis l'année dernière le chômage atteint même les cadres administratifs. Les dettes de l'état entraînent celui-ci à mener une politique de restriction de plus en plus sévère qui frappe durement les travailleurs et la population.

SAINTE-LUCIE PRODUIT PLUS...

ET SE RUINE PLUS.

ICAR rapporte qu'à la mi-mars, en une semaine Ste Lucie a expédié 1467 tonnes de bananes au lieu des 1.000 habituelles. Expédition bien sûr en direction de l'Angleterre, et payée en Livre Sterling.

A Ste Lucie c'est le Dollar EC (Dollar Caribéen) qui a cours. Monnaie indexée sur le Dollar américain. Comme le Dollar américain est monté depuis quelque temps et que la livre dans le même temps s'est effondrée, pour cette expédition exceptionnelle, un plan

teur St-Lucien recevra 24 cents pour 1 kilo de bananes alors qu'il a dépensé 32 cents pour cultiver ce kilo de bananes. Donc les planteurs perdent, ils se ruinent.

C'est une des conséquences de la crise mondiale, et un de ces paradoxes dont les petits paysans pauvres des pays sous-développés font les frais. Leur production globale a augmenté de manière exceptionnelle mais leur revenu, lui, a chuté.

GALA DE COMBAT OUVRIER

animé par le GROUPE ZICAQUE - Gérard Nerplat et de nombreux artistes.

ENEZ NOMBREUX

SAMEDI 23 AVRIL 19 H

Salle de la RED STAR à La Jaille.

Retirez vos cartes auprès des camarades qui vendent le journal.

Attention ! Il faut faire vite !

50 MILLIONS D'AFRICAINS MENACÉS DE FAMINE.

Il a suffi d'une saison pluvieuse déficitaire et d'une saison sèche plus longue que la normale pour que des millions et des millions d'Africains soient menacés de faim. Sans risquer de nous tromper nous pouvons affirmer que des millions d'entre eux mourront d'inanition.

La sécheresse touche comme chaque année la région du Sahel, région qui regroupe des parties du Tchad, du Mali, de l'Ethiopie et du Cap Vert. Cette année la menace de famine est beaucoup plus grave. Elle s'étend bien au delà du Sahel. Sont menacés outre le Sahel, le Bénin, le Gabon, le Togo, le Zimbabwe, le Botswana, le Mozambique la Côte d'Ivoire. Tous ces pays sous-développés ont été incapables de constituer des réserves alimentaires leur permettant de faire face à ce genre de calamités.

Nombre de ces pays comme le Gabon la Côte d'Ivoire, le Tchad, bénéficient de l'aide économique de la France depuis des décennies. Des sociétés françaises comme Bousac, Lesueur, et des sociétés Pétrolières sont installées sur leurs sols. Cette famine qui frappera ces pays prouve que l'aide française n'a pas eu pour but de développer ces pays, de donner aux populations les moyens de sortir de leur sous-développement. Mais plutôt de les piller au profit des capitalistes français, de les enfoncer plus profondément dans la misère. Si bien qu'ils sont incapables de faire face à la moindre variation climatique qui les touche.

Bien sûr les pays riches donneront quelques milliers de tonnes de vivres. Dons qui seront entourés du maximum de publicité et assortis de pressions de toutes sortes sur les pays qui les recevront. Cette nourriture sauvera des milliers d'Africains alors que des millions d'autres mourront. Ces pays riches ne s'attaqueront pas au véritable problème : le sous-développement. Ce sous-développement est dû au pillage des pays riches, la France l'Angleterre et autres.



COMBAT OUVRIER

Responsable de publication :
G. BEAUJOUR

Adresser

toute correspondance :

EN GUADELOUPE

à **Gérard BEAUJOUR**

B.P. 214

97110 POINTE-A-PITRE

EN MARTINIQUE

B.P. 386

97204 FORT-DE-FRANCE

EN FRANCE écrire à :

Combat Ouvrier

B.P. 145

75023 PARIS CEDEX

Impression

Imp. ERAVILLE & Fils S.A.R.L.

Commissionnaire

N° 51728